

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 13/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCA AXEREAL

36 Rue de la Manufacture

CS 40639

45160 Olivet

Références : LSAEX 2022-1090

Code AIOT : 0010003899

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Les Bazinières 41800 MONTTOIRE SUR LE LOIR. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- Les Bazinières 41800 MONTTOIRE SUR LE LOIR
- Code AIOT : 0010003899
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société AXEREAL exploite sur le territoire de la commune de Montoire Sur le Loir, un complexe céréalier comportant notamment des installations de stockage en vrac de céréales réparties en deux silos.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la pérennité des mesures adoptées pour répondre aux non-conformités NC1 ,NC2 , NC3, NC4, NC5, et NC6 formulées à l'issue de l'inspection du 06 juin 2019 ;
- le maintien des mesures de protection mises en place contre les explosions dans les installations de stockage de céréales (découplage et événements) et des moyens de lutte contre l'incendie ;
- la prévention des risques accidentels, notamment les risques liés aux appareils de manutention, l'application des consignes de sécurité (nettoyage, ...), les dispositifs de protection contre la foudre, l'entretien des installations électriques;
- le double asservissement des installations de manutention au système d'aspiration ;
- les détecteurs de dysfonctionnement installés sur la manutention des installations de stockage en vrac de céréales ;
- le report des alarmes associées aux détecteurs de dysfonctionnement susvisés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC5)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.19	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC1)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.1.1	/	Sans objet
2	Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC2)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 2.9.1	/	Sans objet
3	Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC3)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.11	/	Sans objet
4	Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC4)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC6)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 4.1	/	Sans objet
7	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7	/	Sans objet
8	Découplage – événements	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	/	Sans objet
9	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
10	Surveillance des conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
11	Installations de manutention des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à des contrôles annuels par thermographie infrarouge des armoires et locaux électriques du silo béton.Ces contrôles peuvent être réalisés par des moyens internes.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un dossier de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge (Q19) daté du 20/09/2021 (DEKRA). Il fait état d'une anomalie de priorité 2. Cette anomalie concerne le relevé d'une température élevée constaté au niveau d'un sectionneur dans l'armoire process du silo Béton coque. L'exploitant a fait remplacer ce dernier par un fusible 50 A en date du 07/01/2022. La NC1 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 2.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans des dispositifs de protection contre la foudre sont réalisées par un organisme compétent.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique visuelle de protection contre la foudre daté du 30/11/2020 (SOCOTEC), ce rapport n'appelle pas d'observation. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique complète de protection contre la foudre daté du 08/11/2021 (SOCOTEC), ce rapport n'appelle pas d'observation. La NC2 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.11
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">• L'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• L'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Le rapport de vérification explicite très clairement les déficiences relevées. [...] L'exploitant met en œuvre les actions correctives afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La consultation du rapport DEKRA relatif à la vérification des installations électriques daté du 16/09/2022 n'appelle pas d'observation. La consultation du rapport DEKRA Q18 daté du 16/09/2022 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. La NC3 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de découplage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'étude de dangers identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos. Ces dispositifs et leurs fixations sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre. Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs de fermeture mécaniques ; - et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention ; <p>L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place. Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc... doivent être aussi réduites que possible. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel. [...]</p>
<p>Constats : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations : Toutes les portes faisant office de découplage étaient fermées le jour de la visite. L'affichage réglementaire sur ces dernières n'appelle pas d'observation.</p> <p>La NC4 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC5)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.19
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions particulières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour tous les sentiers, chemins fréquentés par des tiers, situés aux abords des limites de propriété et concernés par les périmètres des zones de surpressions de 50 mbar ou d'ensevelissement déterminés dans l'étude de dangers, l'exploitant est tenu d'afficher des panneaux d'informations en limites de propriété visant à limiter la présence de ces tiers à proximité des installations à risques.</p>
<p>Constats : Il a été constaté l'absence de panneaux d'informations en limites de propriété (coté ligne de chemin de fer) visant à limiter la présence des tiers à proximité des installations à risques.</p>
Observations : La non-conformité NC5 relevée le 06/06/2019 est maintenue et relibellée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 06 juin 2019 (NC6)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a indiqué ne plus faire de séchage sur ce site depuis 2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...). Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Découplage – événements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage concernant la mise en place des mesures de protection au sein du silo Béton "cathédrale" et du silo Béton "coque" n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de ce contrôle est joint en annexe 1 du présent rapport. L'inspection a vérifié les boîtiers de découplages sur les goulottes d'alimentation (B1,B10,C6,C7) du silo béton "cathédrale". Ces boîtiers permettent d'évacuer la surpression d'une explosion éventuelle en provenance de l'élévateur via des événements (plaques fixées à l'aide de boulons en plastiques). Présence des boulons en plastiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">- le plan des installations avec indication :<ul style="list-style-type: none">- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;- les mesures de protection définies à l'article 10 ;- les moyens de lutte contre l'incendie ;- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;- et le cas échéant :<ul style="list-style-type: none">- la procédure d'inertage ;- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'inspection a vérifié que l'exploitant s'assure de la vérification périodique des extincteurs du site, du poteau incendie ainsi que des colonnes sèches du silo béton "cathédrale". L'inspection a consulté le rapport d' EUROFEU relatif à la dernière vérification périodique annuelle des extincteurs du site réalisée le 30/03/2022 : le rapport conclut au bon fonctionnement des 36 extincteurs du site (dont 2 appareils remplacés dans le cadre de la réépreuve). Le jour de la visite, l'entreprise EUROFEU réalisait la maintenance et test des colonnes sèches du sites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du suivi en continu de la température des grains stockés dans la cellule 13 du silo béton "cathédrale" n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations de manutention des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 2 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point n°8 – Mesures de protection – (article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié)

Exigences réglementaires examinées

Article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

« [...] L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant d'empêcher la propagation d'une explosion, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Ces mesures de protection consistent en des dispositifs de découplages complétés si nécessaire par des moyens techniques (événements, parois soufflables ou autres dispositifs équivalents) permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés.

L'étude de dangers identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection tous les justificatifs relatifs au choix et dimensionnement des éléments de sécurité.
[...] »

Contrôles réalisés par l'inspecteur – Justifications communiquées par l'exploitant

➤ **Descriptif des découplages :**

La mise à jour de l'étude de danger de février 2012 identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Contrôle par sondage de la présence effective de ces dispositifs de découplage :

SILO n°1 (béton cathédrale)

Volume A	Volume B	Nature du découplage	Présence	
Tour de manutention	Galeries supérieures	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Tour de manutention	Galeries intermédiaire	Paroi palplanche + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Tour de manutention et son sous-sol	Galeries inférieures	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Galeries supérieures	Cellules et demi-cellules supérieures	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Galeries supérieures	As de carreaux	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Galerie intermédiaire	Demi-cellules supérieures	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Galerie intermédiaire	Demi-cellules inférieures	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Galeries inférieures	Cellules	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Galeries inférieures	Galerie sous séchoir	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Tour de manutention et son sous-sol	Galerie de reprise	Bardage métallique + porte	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

SILO n°2 (béton coque)

Volume A	Volume B	Nature du découplage	Présence	
Tour (volume unitaire)	Ciel des 2 cellules	Bardage métallique	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Fosse d'élèveur	Galerie de reprise	Porte métallique	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :				
sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques :			<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Un panneau mentionne l'obligation de maintenir ces portes fermées (l'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel) :			<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<p><u>Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et conclusion</u></p> <p>Le contrôle par sondage de la mise en place des mesures de protection au niveau du silo béton « cathédrale », en application de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, n'appelle pas d'observation »</p>				

Point n° 11– Fonctionnement des installations de transfert des céréales et système de dépoussiérage – article 15 de l’arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

Exigences réglementaires examinées

Article 15 de l’arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

« Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l’extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d’un incident de fonctionnement et l’arrêt de l’installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d’aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d’aspiration est en fonctionnement, et, en cas d’arrêt du système d’aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s’arrêter une fois la vidange terminée, ou s’arrêter en cas d’arrêt du système d’aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l’exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. »

Contrôles réalisés par l’inspecteur – Justifications communiquées par l’exploitant

Point de contrôle	Présence	
<u>Manutention</u> asservie à l’aspiration : Silo béton « cathédrale » Type d’asservissement : double asservissement	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : circuits reprises du silo béton « cathédrale » En l’absence d’aspiration, la mise en marche des transporteurs à chaînes et des élévateurs n’est pas possible :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : E6 vers Calibreur vers E2 La mise à l’arrêt de l’aspiration a occasionnée l’arrêt du circuit	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Filtres à manche</u> : Sans objet ; présence de cyclones uniquement	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Transporteurs à bandes</u> : Les transporteurs à bande sont équipés de détecteur de déport de bande :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : TB4 La simulation d’un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport a occasionné la mise à l’arrêt du circuit : TB4	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
déclenché l’alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l’installation :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Transporteurs à chaînes</u> : Silo béton « cathédrale » Présence de contrôleurs de rotation, trappes de bourrage,...	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : TB10 La simulation d’un dysfonctionnement par actionnement manuel de l’ouverture de la trappe de bourrage a occasionné la mise à l’arrêt du circuit :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l’alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l’installation :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Élévateurs</u> : Tous Présence de contrôleurs de rotation :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Présence de contrôleurs de détecteur de déport de sangles :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Observations exposées à l’exploitant au terme de l’inspection et conclusion Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n’appelle pas d’observation .